

<https://www.elcorreo.eu.org/GEAB-No87-suite-Europe-2020-Communaute-ou-empire>

GEAB N°87 (suite). Europe 2020 – Communauté ou empire ?

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mercredi 17 septembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



Cet intitulé est inspiré du titre du premier livre de [Franck Biancheri](#) (inédit) rédigé en 1992 et dans lequel l'auteur montrait que les principes fondateurs du projet européen conçu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (soit une communauté de pays se donnant les moyens de bâtir ensemble une paix durable et un continent prospère) pouvaient, si l'on n'y prenait garde, se retrouver marginalisés et les réflexes bien connus d'Europe-empire (colonisation européenne, Napoléon, Hitler,...) reprendre le dessus. En l'occurrence, Franck Biancheri estimait que ce qui devait permettre au projet de construction européenne de rester sur la voie de la communauté, c'était sa démocratisation.

Quelques années plus tard, avec le [Traité de Maastricht](#) qui rebaptisait la Communauté européenne en « Union européenne », Franck Biancheri, avec sa méfiance des « unions » de toutes natures, avaient estimé que ce choix n'était pas de très bon augure. Vingt-trois ans plus tard, rien n'a avancé sur le front de la démocratisation de l'Europe et la crise fournit le contexte propice au déraillement complet du projet de communauté. Nous allons montrer quels indicateurs permettent de dire que cette tendance (qui a toujours été là bien sûr, mais était encadrée dans une mécanique de garde-fous relativement efficace) est en train de resurgir. Mais nous nous refuserons à en faire encore une vraie anticipation, préférant mettre également l'accent sur les autres indicateurs, ceux qui permettent encore d'espérer un retournement de tendance [\[1\]](#).

Si nous parlons de « retournement de tendance », c'est que, après avoir passé près d'une année à voir une Europe à la « croisée des chemins » [\[2\]](#), nous estimons que cette rentrée marque son engagement sur la mauvaise voie, celle qui emmène vers le « scénario tragique » décrit par Franck Biancheri dans son ouvrage visionnaire « [Crise mondiale : En route vers le monde d'après](#) » publié en 2010 [\[3\]](#), dans lequel il mettait en avant les atouts considérables de l'Europe face à la crise et son potentiel de participation à l'émergence d'un « monde d'après » souhaitable ; mais aussi le risque majeur pesant sur l'Europe et les Européens dont les élites dirigeantes, non démocratiques (à Bruxelles) ou non européennes (dans les capitales), s'avèrent incapables de s'appuyer sur la crise pour parachever ce projet positif de construction européenne, toujours inabouti [\[4\]](#).

Comme nos fidèles lecteurs le savent, nous avons analysé la crise ukrainienne comme une opération dirigée par les États-Unis, et mise en œuvre par une poignée d'affidés bien placés dans les circuits décisionnels européens, dans le but, pour résumer, de sceller le destin de l'Europe à celui d'un camp occidental, emmené par les Américains. Cette opération a été menée comme une *blitzkrieg* dans une absence totale de capacité de réaction de la part du camp européen qui s'est brutalement retrouvé quasiment en guerre contre la Russie sans avoir compris pourquoi. Lorsque les Européens se sont réveillés de ce premier choc, une autre bataille, assez difficile à suivre, a eu lieu parmi les classes dirigeantes, entre les États européens et au sein des opinions publiques, entre les « anti-russes » et les « pro-russes », ou plutôt entre les « pro-usaméricains » et les « anti-usaméricains », mais en fait surtout entre les idéologues de l'Occident et les défenseurs de l'indépendance du continent européen.

Dans les deux derniers numéros du GEAB, nous avons mis l'accent sur le fait que les « conditions d'un sursaut » étaient réunies, relevant les indicateurs d'une reprise en main européenne des affaires. Mais l'été est passé par là, avec la perte de vigilance qui caractérise cette période de l'année. Et la rentrée nous fait découvrir un paysage a priori assez désolant, notamment sur trois points : le nouveau remaniement gouvernemental français, le projet de Commission de Juncker, et la grand-messe de l'OTAN à Newport. Nous tenterons une lecture de ces trois événements de rentrée. Puis nous passerons en revue d'autres thèmes importants de la rentrée (Irak, élections générales au Brésil, remaniement gouvernemental au Japon) que nous lirons à l'aune de la grande reconfiguration géopolitique globale, sachant que nous nous attachons désormais à repérer les indicateurs de précipitation d'une bipolarisation du monde – ou ceux de progrès dans l'émergence du monde multipolaire. Nous verrons ainsi que ce

n'est pas seulement l'Europe qui risque de glisser vers la tentation de l'empire.

L'Europe joue son rôle dans cet accouchement pénible du monde de demain, mais il est certain que l'augmentation du risque de bipolarisation globale nourrit et est nourrie par la résurgence d'une idéologie de puissance (Europe-empire) au sein de ses élites [5].

L'hypothèse que nous faisons est que l'explosion de l'UE [6] peut donner lieu à deux types de réaction :

- s'en réjouir et reprendre le projet de construction européenne là où il en était quand il a déraillé (lors de la chute du Mur), en repartant d'un noyau réduit et ultra-intégré d'États membres (l'Euroland) pour bâtir l'étape d'union politique et démocratique qui a été bloquée à l'époque (Europe-communauté) ;
- ou bien s'en effrayer et bloquer le processus d'explosion en cours en renforçant tous les ressorts fondateurs de la deuxième période de construction (1989-2014) : ultra-libéralisme, endettement, élargissement, occidentalisme (Europe-empire).

Dans les deux cas, nous estimons que le politique est en train de faire son retour en Europe. Mais selon que c'est le premier ou le second scénario qui se met en place, ce politique n'aura bien entendu vraiment pas les mêmes caractéristiques.

Ces deux camps s'affrontent actuellement dans les couloirs décisionnels de l'UE, tant au niveau national qu'au niveau européen. Nous estimons que la piste de l'Europe-empire est en train de prendre le dessus mais ne désespérons pas encore de voir l'Europe-communauté gagner in fine.

Explosion de l'UE : referendum écossais, intégration ratée des pays d'Europe de l'Est

Oui l'UE explose. Nous avons déjà abondamment décrit les remises en question de nombreuses politiques par les États membres, en particulier la libre-circulation des biens et des personnes de l'espace Schengen [7] ; ou encore le projet de sortie de l'UE du Royaume-Uni, puissance structurante de l'UE depuis sa naissance en 1992.

Referendum écossais : Il nous faut désormais ajouter à cette liste le probable éclatement du Royaume-Uni causé par le referendum écossais. Nous avons pris le risque d'anticiper une victoire du oui il y a de nombreux mois déjà. Aujourd'hui, nous faisons une anticipation complémentaire : que le oui gagne ou non, de toute façon, ce referendum transforme le Royaume Uni. Londres avait dû espérer qu'une victoire retentissante du non renforcerait la cohésion de l'Union du Royaume. Mais, avec une certitude de résultat extrêmement serré, Cameron a déjà dû faire de telles concessions aux Écossais [8] que les autres membres de l'Union (Pays de Galle, Irlande du Nord) sont déjà sur les starting-blocks pour obtenir les mêmes avancées en matière d'autonomie [9].

Cela dit, en cohérence avec le principe de l'anticipation politique selon lequel les grandes tendances ne doivent pas être bloquées mais exploitées, nous estimons que le Royaume-Uni aurait tout à gagner à une évolution vers une structure fédérale. Nous avons souvent répété que les pays centralisés ne sont plus adaptés aux enjeux du monde du XXI^e siècle.

Sans compter que les Anglais sont opportuns et savent rebondir. Pour preuve, le retournement de leur place financière vers les [sukuks](#) et le yuan [10], qui sauve la City. Une fédéralisation du Royaume-Uni donnerait à ses élites une belle occasion de montrer comment elles sont capables de tirer parti d'un tel coup du sort.

Quoiqu'il en soit une fédéralisation du Royaume-Uni change considérablement la donne pour l'UE.

Intégration ratée des pays de l'Est : L'UE est menacée de délitement également sur son front oriental.

Aujourd'hui en effet, l'UE en crise apparaît de moins en moins attractive pour les pays de l'Est et certains, sans remettre en question leur appartenance européenne, commencent à regarder avec intérêt ce qu'il se passe du côté du précédent envahisseur, la Russie. La Hongrie de Victor Orban est la plus avancée sur cette voie et l'on ferait bien de regarder plus en détail les idées de ce politique qui n'a rien d'un dictateur, même s'il a tout d'un homme fort, soucieux de l'indépendance de son pays... Mais, dans l'Europe de ces dernières années, regarder vers l'Est est passible de haute trahison.

D'autres, face à l'évidente faiblesse politique européenne, notamment en matière de politique de sécurité et de défense, ont entrepris par exemple de réfléchir entre eux à un système de défense qui leur soit propre. C'est ainsi que le [groupe de Visegrad](#) (d'ailleurs composé entre autres de la Hongrie, mais aussi de la Slovaquie qui a récemment déclaré ne pas vouloir de troupes étrangères sur son sol [\[1\]](#)), depuis plusieurs années, travaille à mettre en place un système de défense et de sécurité qui, d'une certaine manière, les autonomise [\[2\]](#). Nous sommes là clairement sur une conséquence directe de l'incapacité de l'UE à avoir pu proposer le moindre projet d'Europe de la Défense susceptible de rassurer les pays des confins de l'Europe.

La Bulgarie quant à elle exprime désormais son souhait de pouvoir coopérer avec la Russie dans le cadre de la construction du gazoduc de contournement de l'Ukraine qu'est la ligne South-Stream. Mais depuis la crise ukrainienne, Bruxelles lui interdit de construire son tronçon. Pourtant, la Bulgarie a un double intérêt à cette construction : d'une part, cela lui garantit son approvisionnement en énergie ; et d'autre part, cela lui ajoute une source non-négligeable de financement grâce au prélèvement d'un droit de péage sur le gaz russe.

Les taux de participation des pays de l'Est de l'Europe aux dernières élections européennes sont un indicateur clair du degré de ratage de l'intégration de ces pays. L'intégration s'est faite trop vite sur des considérations purement mercantiles et non politiques, ces pays ont souvent mélangé l'objectif d'intégration à l'UE avec celui d'intégration à l'OTAN ; quant à l'union économique, ils l'ont souvent vécue, à juste titre, comme une invasion d'entreprises occidentales ayant détruit leur économie locale.

Si la crise ukrainienne fournit peut-être l'occasion de mettre en place une Europe de la Défense dont il resterait à espérer qu'elle se fasse en concertation et non en opposition avec la Russie, tout échec sur ce point nous projette sur une perspective de défection de certains de ces pays à l'horizon 2020, ce qui serait encore un bel échec de cette UE qui n'a eu de cesse que d'élargir l'Europe en rejetant tout projet d'approfondissement de l'intégration, notamment politique et démocratique.

[Geab n° 87](#), 15/17 Septembre 2014.

[\[1\]](#) C'est ainsi que, contrairement à notre habitude, nous ne faisons pas un choix de scénario. Libre à nos lecteurs de se faire une idée par eux-mêmes.

[\[2\]](#) Une expression qui est souvent revenue dans les lignes du GEAB, en 2013 surtout.

[\[3\]](#) Et qui mérite une réédition à mi-chemin de la période anticipée (2010-2020), réédition à laquelle l'éditeur, [Anticipolis](#), a accepté de se prêter. La relecture de cet ouvrage à la lumière des événements dramatiques qui dominent l'actualité en 2014 n'incite pas à l'optimisme.

[\[4\]](#) En fait, la construction européenne est à l'arrêt à peu près complet depuis le Traité de Maastricht : l'union économique réalisée, le seul projet

d'avenir qui ait vu le jour depuis, c'est l'union monétaire dont la mise en place imposait de poursuivre le travail vers la gouvernance économique, l'union fiscale, l'union politique et la démocratisation. Mais nous nous sommes arrêtés au milieu du gué... et la crue arrive.

[5] Les parallèles historiques sont faciles. Parallèle avec l'Union soviétique : des puissances occidentales qui ne sont plus les meilleures dans la course économique mondiale et qui, telles l'URSS dans les années 50, préfèrent monter un mur entre elles et cette concurrence jugée déloyale ; mais aussi parallèle avec la montée du nazisme : un système économico-politique capitaliste dont les excès créent un rejet profond et qui peu à peu développe une idéologie de puissance justifiant la concentration de pouvoir et d'argent caractéristique de leur fonctionnement. De même que l'idéologie nazie était en effet bien partagée dans tous les circuits de pouvoir européens et pas seulement en Allemagne, l'idéologie de puissance véhiculée par les États-Unis séduit de nombreux Européens proches ou à l'intérieur des cercles de pouvoir, en particulier à Bruxelles (mais pas seulement). Après tout, ce genre d'idéologie a été européenne avant d'être américaine et les personnes qui la portent estiment que les États-Unis ne sont qu'une extension de l'Europe et que les deux doivent s'unir indissolublement pour faire échec à l'émergence de la Chine, en particulier, qui les effraie plus que tout. C'est ainsi qu'on peut suspecter certains technocrates européens de voir dans la signature d'un Traité de libre-échange avec les États-Unis un élargissement naturel de l'Europe aux États-Unis... vers une Europe des Rocheuses aux Balkans !

[6] Dans plusieurs numéros antérieurs du GEAB, nous avons anticipé cette explosion de l'UE, tout en montrant que l'UE n'était pas l'Europe, qu'elle était une forme d'organisation, née du Traité de Maastricht, qui avait échoué, et que l'on pouvait saluer positivement la naissance de l'Euroland dans la fin de l'UE. Cette émergence d'un projet européen alternatif à l'UE s'est mise en route dans le cadre de la gestion de la crise de l'Euro qui a en effet accéléré la structuration d'une gouvernance de la zone Euro. Mais si une crise de l'Euro renforçait naturellement la zone Euro, une crise géopolitique comme celle générée par la crise euro-russe renforce l'UE... et tous ses défauts.

[7] Par exemple : [Deutsche Welle](#), 22/10/2012

[8] Source : [DailyAdvance](#), 14/09/2014

[9] Source : [BBC](#), 09/09/2014

[10] Source : [Forbes](#), 14/09/2014

[11] Source : [Reuters](#), 04/06/2014

[12] Source : [Premier Ministre polonais](#), 14/10/2013